



Bar'Abadum à Bailleuil (Nord) est un estaminet pour enfants et parents, animé par une vingtaine de bénévoles... Son originalité est double : son itinérance et son souhait de rapprocher les familles et toutes les générations autour d'ateliers (carton, cuisine, massage bébé, contes, bricolage, photo, peinture...) et de jeux. Depuis 2015, il fait escale un dimanche par mois dans les communes prêtes à l'accueillir. (www.facebook.com/BarAbadum)

Monde Associatif

Résister et construire face aux enjeux et aux pressions

Le monde associatif est chahuté. D'un côté, il est reconnu pour la pertinence de ses projets et de l'autre, il subit les contraintes économiques et managériales dans lesquelles il évolue. Pourtant, il faut redonner confiance aux associations pour la qualité de leur travail.

Aujourd'hui, les crèches et les initiatives parentales ont une place particulière dans le paysage associatif. En effet, elles reposent sur un objectif partagé d'éducation et d'épanouissement des enfants, avec une vision émancipatrice et la participation de tous (salariés, parents, bénévoles, partenaires, scientifiques), un travail permanent de réflexion sur l'élaboration et la conduite des projets, un ancrage territorial fort au niveau de territoires locaux. Les structures restent à taille humaine, permettant une conduite partagée et participative, les 42 000 bénévoles du réseau occupent une place centrale. La mise en place d'Universités

Populaires de Parents montre l'importance donnée à la dimension éducative. Derrière ces options, ce sont les valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité qui sont cultivées au quotidien.

Cette dimension citoyenne est partagée par d'autres mouvements qui reposent sur des principes proches. Par exemple, les réseaux de musique actuelle, qui se sont beaucoup développés à l'initiative des jeunes depuis 20 ans, avec des petites structures, des projets participatifs, une dimension d'éducation populaire. Il en est de même pour le mouvement national des chômeurs et précaires, pour les régies de quartier, pour de nombreuses associations environnemen-

tales ou de solidarité internationale. Tous ces réseaux partagent une même vision de la vie en société, désintéressée, au service de l'intérêt général et du bien commun.

Au cours des dernières décennies, il y avait un consensus politique pour estimer que ces actions étaient nécessaires à la société et devaient être financées par des crédits publics car elles traduisaient la conquête de droits fondamentaux. Ce consensus a progressivement été remis en cause sous l'influence d'idées néolibérales qui estiment que seul compte l'intérêt individuel et que le marché est seul à même de parvenir à un équilibre général au bénéfice de tous. Bien que cette affirmation soit sans cesse contredite par les faits, elle constitue un dogme, fortement relayé par les médias dominants et la publicité. Dans cette vision du monde totalisante, les relations humaines disparaissent.

Dans un livre collectif récent, *Associations et actions publique*, Jean-Louis Laville et Anne Salmon montrent que les associations



subissent aujourd'hui de fortes pressions pour se banaliser et se couler dans un modèle anglo-saxon d'associations utilitaristes, faisant du business et de l'assistanat, à travers les contraintes croissantes exercées sur les subventions publiques et les appels d'offres. Ce projet, rediffusé par des journaux comme *Le Monde*, s'appuie sur le « new public management » au sein de la haute administration, c'est-à-dire un système de description, d'explication et d'interprétation du monde à partir des catégories de la gestion. Des mécanismes de partenariats public-privé sont proposés dans ce sens par l'Union européenne, le G8 et certaines banques comme le Crédit coopératif pour rendre des activités, notamment dans le domaine social, sources de profit, alors qu'elles ne l'étaient pas du tout jusqu'à présent. Les très fortes restrictions budgétaires instaurées en France, depuis 2014 avec le plan de rigueur, accentuent la pression pour inciter les associations à accepter ces pis-aller et à se réorganiser en diminuant leurs coûts et redéfinir leurs activités dans un sens plus entrepreneurial.

Face à cette offensive, comment les associations citoyennes, et notamment les crèches parentales, peuvent-elles résister et construire ?

Il est très important de montrer aux associations et à tous les citoyens combien leur travail est indispensable à toute la société, notamment en matière d'éducation à la citoyenneté et d'épanouissement des personnes. L'analyse des restrictions budgétaires et l'explicitation de leurs conséquences sont nécessaires, mais cela ne suffit pas, car en l'absence de perspectives, certains responsables associatifs se découragent. La capacité de résistance et d'innovation des associations dépend largement d'une vision partagée de leur utilité sociale.

La réforme territoriale en cours d'application va se traduire par un renforcement des intercommunalités et des communautés d'agglomération. Certaines d'entre elles vont co-construire des projets de territoire avec l'ensemble des acteurs, en reprenant les démarches participatives des projets partagés de développement local. Pour y participer efficacement, il est essentiel que les associations fassent mieux connaître les actions qu'elles mènent aux élus, aux services des collectivités, aux fon-

ctionnaires de l'État et aux autres associations, dans un langage qui leur parle. Ensuite, au moment où s'élaboreront les programmes d'action, les associations seront entendues si elles savent proposer des projets opérationnels qui traduisent les aspirations des habitants. La réflexion devrait être approfondie pour mieux discerner, un an après le vote de la loi Économie sociale et solidaire, en quoi le travail des crèches parentales se différencie radicalement d'un service lucratif de garde. Cette distinction devrait être consacrée par des textes, comme c'est le cas dans d'autres pays. Rien n'interdit aux États membres, dans la réglementation européenne de réserver certaines activités à des formes non lucratives d'organisations. Mais le gouvernement français a plutôt tendance à durcir la réglementation européenne qu'à en utiliser toutes les possibilités.

Enfin, face à ces enjeux nul ne peut agir seul. Les récents événements (attentats, limitation des libertés publiques, insuffisance des engagements écologiques pour éviter la catastrophe, montée du Front national et de la désespérance civique) jettent une lumière crue sur les impasses actuelles de la société. La société civile a une grande responsabilité pour impulser une dynamique novatrice. Beaucoup d'initiatives se prennent actuellement pour trouver des issues avec tous ceux qui partagent les mêmes aspirations à une société plus humaine, tant au niveau local que national.

Des centaines de milliers d'initiatives sur le terrain tracent en effet les contours d'une société à finalité humaine faite de coopération, de solidarité, de responsabilités et de démocratie partagée. Ces actions ont une portée globale. Il est essentiel de les mettre en synergie et d'agir ensemble avec tous ceux qui, sous des formes différentes, poursuivent les mêmes finalités. ♦

DIDIER MINOT,
MEMBRE FONDATEUR DU COLLECTIF
DES ASSOCIATIONS CITOYENNES
contact@associations-citoyennes.net



aller+joir :

Didier Minot est l'auteur du livre :
Des associations citoyennes pour demain,
éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 2013.
www.associations-citoyennes.net



SEINE - SAINT-DENIS

Jardin Picou, à plusieurs, c'est meilleur

« **J'** ai lu dans la dernière Lettre de l'Acepp que vous recherchiez des témoignages... En tant que membre de la crèche associative Jardin Picou, notre projet correspondrait-il à vos attentes? », demande Emmanuel l'un des papas et membre de l'association, dans son mail à *La Gazette*. Le rendez-vous est pris, trois parents, un bébé et un professionnel y participent.

Il aura été facile de trouver le Jardin Picou au cœur du quartier populaire à l'allure de village encore tout en rénovation de la Porte de Paris, à Saint-Denis. Ce récent projet, entièrement neuf, a ouvert début 2014 à l'initiative de parents qui participaient avec leurs enfants, chez l'un d'eux depuis 2008, à un Atelier parental Steiner. C'est là aussi qu'ils avaient ressenti collectivement le manque d'un accueil pérenne pour les enfants du quartier et commencé à rêver de l'existence d'une véritable crèche.

Parents, créer, innover... c'est encore possible !

La crèche, basée sur la pédagogie Steiner, offre 20 places à tous les enfants dionysiens à partir de 18 mois. Quand on la découvre, on ne reste pas indifférent. Sa position en angle de rue, son ossature en bois, ses volumes imbriqués, ses petites ouvertures, son toit plat sur lequel on devine une terrasse végétalisée, les grandes lettres de couleur qui forment son nom de crèche associative... tout se conjugue pour exprimer une taille et une activité humaines, le